

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 51 (2024)

### Faits saillants

- ❖ 4,7 %, 8 % et 5,5 % de croissance prévues en 2025 pour la Malaisie, le Vietnam et le Cambodge, respectivement.
- ❖ Philippines : Le déficit de la balance des paiements se creuse à 2,28 Md USD, son niveau le plus marqué depuis 2 ans.
- ❖ Indonésie : Hausse de la TVA de 11 à 12 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**17,6 Md USD**

Total des IDE chinois  
vers l'ASEAN en 2023

### Région

#### La Chine souhaite approfondir ses liens économiques avec l'ASEAN en se concentrant sur les secteurs à forte croissance

Dans un contexte de tensions commerciales croissantes entre les États-Unis et la Chine, les IDE chinois dans l'ASEAN ont bondi ces dernières années. Cette hausse est particulièrement visible dans des secteurs stratégiques comme les véhicules électriques (VE), les semi-conducteurs et les énergies renouvelables. Avant 2018, les investissements chinois dans l'ASEAN étaient principalement axés sur l'immobilier et les services financiers. Toutefois, à partir de 2020, on observe un basculement des flux vers le secteur manufacturier. Entre 2020 et 2023, les IDE manufacturiers ont augmenté de 33 % par an, atteignant 6 Md USD en 2023 pour un total d'IDE chinois vers l'ASEAN de 17,6 Md USD. La zone devient également de plus en plus attractive grâce à la forte croissance de sa classe moyenne, d'une main-d'œuvre qualifiée, mais aussi d'une solide base manufacturière. En termes d'échanges commerciaux, la Chine est le premier partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2009, tandis que l'ASEAN est devenue le premier partenaire commercial de la Chine en 2020, devant l'Union européenne. Selon les données des douanes

chinoises, le commerce bilatéral Chine - ASEAN a ainsi atteint 6 300 Md RMB sur les 11 premiers mois de l'année (863,1 Md USD ; +9 % en g.a.). Sur ce total, les exportations chinoises vers l'ASEAN ont représenté 3 700 Md RMB (506,9 Md USD ; +13 % en g.a.), tandis que les importations en provenance de l'ASEAN se sont élevées à 2 600 Md RMB (356,2 Md USD ; +3 % en g.a.). Le secteur des EV est sans nul doute un des meilleurs exemples de l'attrait de l'ASEAN pour les investissements *greenfield* chinois dans ces secteurs à forte croissance. BYD, géant chinois des EV, a investi 490 M USD pour créer sa première usine de véhicules électriques en Asie du Sud-Est, située en Thaïlande.

## Indonésie

### La hausse de la TVA en Indonésie appliquée à partir du 1er janvier 2025

Le gouvernement indonésien a annoncé que le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sera porté de 11 % à 12 % à compter du 1er janvier 2025, conformément à la Loi n° 7 de 2021 sur l'harmonisation des réglementations fiscales. Si certaines déclarations récentes des autorités ont laissé envisager la possibilité que cette hausse ne s'applique qu'aux produits de luxe, la décision finale a été d'étendre l'augmentation à tous les produits. Cependant, des exonérations de TVA seront maintenues pour certains produits de première nécessité, tels que le riz, la viande de poulet, le sucre et certains types de poissons. D'autres produits comme la farine de blé et l'huile de cuisson subventionnée seront également soumis à la hausse de la TVA, cependant l'augmentation sera prise en charge par le gouvernement afin qu'elle ne se répercute pas sur les ménages. Des services stratégiques, tels que l'éducation, la santé et le transport public, resteront également exemptés de TVA.

### La dette extérieure de l'Indonésie diminue en octobre 2024

La dette extérieure de l'Indonésie a diminué à 423,4 Md USD en octobre 2024 (mais en hausse de 7,7 % en g.a.), contre 428,5 Md USD en septembre (+8,5 % en g.a.). Cette baisse est attribuée à la fois aux secteurs public et privé, avec une réduction de la dette publique à 201,1 Md USD et de la dette privée à 195,1 Md USD. La dette externe publique est majoritairement constituée de maturités à long terme, qui en représentent presque l'intégralité. La dette privée, principalement concentrée dans les secteurs manufacturiers, des services financiers et de l'énergie, a également diminué, avec 76 % de la dette privée structurée en obligations à long terme. Le ratio dette externe/PIB a ainsi diminué, passant de 31,1 % en septembre à 30,4 % en octobre.

## Excédent commercial en novembre 2024

L'Indonésie a enregistré un excédent commercial de 4,4 Md USD en novembre 2024, après 2,5 Md USD en octobre. Cette progression s'explique principalement par un excédent accru dans le commerce hors pétrole et gaz, atteignant 5,7 Md USD contre 4,8 Md USD le mois précédent, soutenu par des exportations de ressources naturelles, notamment du nickel, ainsi que des produits manufacturés comme le fer et l'acier, avec la Chine, les États-Unis et l'Inde qui demeurent les principaux acheteurs de ces produits. Par ailleurs, le déficit commercial pétrolier et gazier a reculé à 1,25 Md USD, en raison d'une baisse plus importante des importations que des exportations dans ce secteur.

## Malaisie

### FMI : prévision de croissance de 4,7 % en 2025

À la suite des entretiens menés du 3 au 13 décembre en Malaisie dans le cadre des consultations au titre de l'article IV, le FMI a relevé ses prévisions de croissance pour le pays à 4,7 % pour 2025 après 5,0 % en 2024 (contre 4,4 % et 4,8 % prévus en octobre). L'inflation devrait atteindre 2,6 % après 2,0 % en 2024 avec la mise en œuvre du retrait des subventions à l'essence sans plomb (RON 95) annoncé pour mi-2025 pour les 15 % de population disposant des revenus les plus élevés et la hausse du salaire minimum qui interviendra à partir de février. Le FMI salue les réformes structurelles adoptées dans le cadre du programme économique MADANI du gouvernement. Dans un contexte de montée des incertitudes au niveau mondial, l'institution insiste sur la nécessité de reconstruire des marges budgétaires, d'accélérer l'agenda de réformes pour améliorer la croissance potentielle et de renforcer les filets de protection sociale. Des efforts supplémentaires sont recommandés pour accompagner la décarbonation de l'économie et pour préparer le pays aux changements induits par le développement de l'intelligence artificielle.

### Ralentissement des projets d'investissement étrangers au 3<sup>ème</sup> trimestre

Le ministre de l'investissement, du commerce et de l'industrie (MITI) a annoncé un total d'environ 24 Md USD de projets d'investissement approuvés pour les neuf premiers mois de l'année, avec un montant en baisse de 48,6 % en g.a. au 3<sup>ème</sup> trimestre (7,2 Md USD). Les projets doivent être réalisés pour 63 % du total dans le secteur manufacturier, l'industrie des semiconducteurs principalement, et pour 37 % dans les services, numériques notamment. Les principaux pays d'origine des investissements sont l'Allemagne (6,9 Md USD) avec un projet d'extension d'une usine de semiconducteurs d'Infineon, la Chine (2,4 Md USD), les États-Unis (1,9 Md USD), les Pays-Bas (1,1 Md USD) et Singapour (1,0 Md USD).

## **Lancement d'un programme pour le développement de systèmes de stockage d'électricité par batteries**

La feuille de route pour la transition énergétique de la Malaisie, publiée en août 2023, fixe un objectif d'utilisation de 70 % d'énergies renouvelables pour la production électrique en 2050. Cette stratégie repose en grande partie sur le développement de capacités de production solaire (58 % du mix électrique en 2050). Dans ce cadre, le ministère de la transition énergétique et de l'eau a lancé un programme de développement de systèmes de stockage d'énergie par batteries (BESS) pour le réseau de distribution d'électricité de la péninsule malaisienne qui s'appuiera sur des opérateurs du secteur privé. Ainsi, dans la suite d'un processus de préqualification qui a démarré le 13 décembre, un premier appel à proposition sera émis pour quatre projets représentant une capacité de production totale de 1 600 MWh (400 MWh par projet) avec mise en opération en 2026. Les entreprises étrangères ne pourront y participer qu'en tant que membre d'un consortium mené par une société malaisienne.

## **Singapour**

### **Les ventes de logements atteignent un sommet inégalé depuis plus d'une décennie**

Les ventes de logements à Singapour ont atteint leur plus haut niveau depuis mars 2013, confirmant le rebond du marché immobilier et alimentant les attentes de nouvelles mesures de contrôle par le gouvernement. Selon les données publiées par l'Urban Redevelopment Authority (URA), 2 557 nouveaux logements privés ont été vendus en novembre. Cette hausse marquée des ventes s'explique par de multiples lancements de projets, la baisse des coûts d'emprunt et la demande accumulée. Les acheteurs se sont tournés vers les projets de développement situés en périphérie, dont un projet à l'est de la Cité Etat pour lequel plus de 99 % des 846 unités disponibles ont trouvé acquéreur. Ce boom immobilier suscite déjà des spéculations sur de nouvelles mesures de régulation, le gouvernement cherchant à répondre aux préoccupations d'accessibilité à la propriété. Les mesures récentes, comme une augmentation des droits de timbre pour les acheteurs étrangers en 2023, visent à contrôler les prix de l'immobilier, qui ont chuté pour la première fois depuis plus d'un an au troisième trimestre. Certains analystes mettent en garde contre des restrictions plus « agressives » si la demande venait à se renforcer davantage, tandis que d'autres prédisent des renversements de prix. En réponse à la pression de la demande, le gouvernement a annoncé une augmentation de l'offre foncière. Pour le premier semestre 2025, 8 505 logements privés devraient être mis sur le marché, contre 8 140 au second semestre 2024.

## **Allianz retire finalement son offre d'acquisition de l'assureur singapourien Income Insurance**

Allianz a retiré son offre d'acquisition de 51 % des parts de l'assureur singapourien Income Insurance. Cette décision fait suite à l'opposition des autorités singapouriennes, qui ont estimé que l'opération n'était pas dans l'intérêt public, en raison de préoccupations concernant la mission sociale d'Income Insurance et le plan de réduction de capital de 1,85 Md SGD sur trois ans, proposé dans le cadre de l'opération et jugé incompatible avec les engagements antérieurs de l'entreprise lors de sa privatisation en 2022. Le gouvernement a par ailleurs renforcé la législation, donnant à l'État davantage de pouvoir pour examiner les acquisitions d'assureurs liés à des coopératives. En conséquence, Allianz a retiré son offre, tout en exprimant son respect pour la décision du gouvernement et son engagement à continuer de soutenir le marché de l'assurance à Singapour et en Asie-Pacifique.

## **Vietnam**

### **Le pays devrait atteindre son objectif de 7 % de croissance du PIB en 2024**

Selon le vice-ministre du Plan et de l'investissement (MPI), le PIB vietnamien devrait atteindre une croissance de 7 % en 2024, sauf contrainte extérieure au cours du quatrième semestre. Pour 2025, le Premier Ministre a fixé un objectif de croissance de 8 % et mise pour cela sur une politique monétaire accommodante (abaissement des taux d'intérêt sur les dépôts des banques commerciales, notamment) et les réformes institutionnelles en cours : réduction du nombre de ministères et d'institutions du Parti afin, notamment, d'accélérer la prise de décision ; mesures visant à favoriser la prise d'initiative des fonctionnaires, etc. Le Vietnam cible une croissance à deux chiffres sur la période 2026-2030.

### **La Commission économique centrale du Parti appelée à jouer un rôle renforcé dans la politique économique vietnamienne**

À l'occasion d'une visite à la Commission économique centrale du Parti (CEC) organisée le 9 décembre 2024, le secrétaire général du Parti Communiste Vietnamien, To Lam, a loué les « nombreuses contributions importantes » de la CEC, qui « ont toujours reçu une attention particulière des dirigeants du Parti et de l'Etat ». Il a aussi appelé la CEC à devenir une institution de recherche stratégique et un organe consultatif « leader » dans le domaine socio-économique, tout en rappelant que ses travaux devaient demeurer en tout temps conformes aux principes clefs du Marxisme-Léninisme et de la pensée Ho Chi Minh dans le cadre de la transition du pays vers le socialisme. Le secrétaire général a également proposé au CEC de renforcer ses capacités de planification stratégique et de prévision, notamment sur les sujets liés à la révolution industrielle, au progrès technique, et aux menaces non traditionnelles dans le domaine de la

géoéconomie. Pour rappel : créée en 1950, la CEC est une commission du comité central du Parti Communiste vietnamien, dont elle constitue un organe consultatif. Ce satisfecit intervient alors que les institutions politiques vietnamiennes (de l'Etat comme du Parti) se préparent à subir une importante réorganisation.

## **Signature d'un protocole d'entente avec la Chine sur les lignes du nord**

Le 10 décembre 2024, à l'occasion de la 16<sup>ème</sup> réunion du comité directeur Vietnam – Chine pour la coopération bilatérale, les deux parties ont signé un protocole d'entente visant à accélérer la construction de trois lignes de train transfrontalières : (1) Lao Cai – Hanoi – Haiphong (vers Kunming), projet, dont le montant est estimé à environ 11,6 Md USD et pour lequel une étude de faisabilité a été initiée en octobre 2024 ; le Premier Ministre souhaite voir les travaux commencer avant la fin de l'année 2025 ; (2) Lang Son – Hanoi (vers Nanning) ; (3) Mong Cai – Ha Long – Haiphong (vers Nanning), pour laquelle le Vietnam a obtenu de la Chine un don permettant de financer une pré-étude de faisabilité qui devra avoir été finalisée pour 2025. Le 17 décembre 2024, le président du groupe chinois CRSC (communication et signalisation) a par ailleurs été reçu par le vice Premier Ministre Tran Hong Ha. Electrifiées et à écartement standard, ces lignes circuleraient à 160 km/h et seraient essentiellement dédiées au transport de marchandises, dont elles permettraient de réduire considérablement le temps de trajet. Les modalités de financement ne sont toutefois pas encore confirmées. En outre, l'Assemblée Nationale n'a pas encore validé la politique d'investissement de ces trois lignes. Pour rappel : la question de ces corridors ferroviaires entre la Chine et le Vietnam a été mentionnée pour la première fois en 2004 à l'occasion d'une visite du Premier Ministre Phan Van Khai à Pékin.

## **Thaïlande**

### **Banque de Thaïlande : le taux directeur reste inchangé, le baht sous-surveillance**

La Banque de Thaïlande a maintenu son principal taux directeur inchangé à 2,25 % mercredi 18 décembre 2024, comme largement anticipé, après avoir baissé son taux de 0,25 point lors de sa réunion précédente en octobre. La banque centrale estime que ce taux est « cohérent » avec les perspectives économiques et une inflation se rapprochant de la fourchette-cible (1 à 3 %), tout en maintenant la stabilité économique et financière face à des « incertitudes plus élevées » à venir, indique le communiqué. Le baht a perdu 0,1 % face au dollar après l'annonce. La décision de mercredi intervient alors que le gouvernement continue d'appeler à des taux plus bas pour stimuler l'économie. La Banque de Thaïlande prévoit une inflation globale de 0,4 % en 2024, contre 0,5 % dans ses dernières prévisions, et de 1,1 % en 2025, contre 1,2 % précédemment. Elle maintient ses prévisions de croissance économique à 2,7 % pour 2024, avec une

légère hausse à 2,9 % en 2025. La Banque de Thaïlande aussi s'engage à maintenir la stabilité du baht, après avoir constaté sa volatilité récente. Le 19 décembre 2024, la devise a atteint 34,61 THB pour 1 USD, taux de change le plus bas depuis 3 semaines. Le renforcement global du dollar, lié aux signaux envoyés par la Fed sur un ralentissement de la baisse de taux en 2025, a influencé ce mouvement. Le contexte extérieur pèse aussi sur le baht.

## **La Commission de régulation de l'Énergie approuve 2GW de projets d'EnR**

La Commission de Régulation de l'Énergie a approuvé 72 fournisseurs d'énergie verte, dont 64 fermes solaires pour 1,58 GW et 8 parcs éoliens pour 0,56 GW, représentant au total 2,14 GW. Ces projets, validés malgré l'ordre initial de report du ministre Pirapan, résultent du veto de la Première ministre Paetongtarn, qui a demandé une accélération des achats d'électricité propre. Thai Solar Energy a obtenu des licences pour développer des fermes solaires d'une capacité de 136 MW, et prévoit d'investir 120 M UD (4 Md THB) dans le développement de ces fermes solaires. Ces nouveaux projets devraient porter la capacité de production d'électricité verte de Thai Solar Energy à 378 MW, contre 242 MW actuellement (34 projets en opération et 7 en construction). L'entreprise espère obtenir 100 MW supplémentaires lors de la prochaine enchère. Gunkul Engineering a obtenu de son côté des licences pour des projets d'une capacité totale de 319 MW (284 MW éolien, 35 MW solaire), portant son total à 1 800 MW, avec un objectif d'augmenter de 100-150 MW par an entre 2025 et 2026.

## **Libéralisation de l'accès aux panneaux solaires pour toiture**

Le gouvernement thaïlandais a approuvé en conseil des ministres le 17 décembre 2024 de supprimer l'obligation d'obtenir un permis d'usine pour les installations solaires sur toiture, même au-delà de 1 000 kW, afin de faciliter l'accès à l'énergie solaire propre. Cette réforme vise à attirer davantage d'investissements directs étrangers (IDE). Auparavant, un permis était requis pour les installations de plus 1 000 kW. Cette simplification devrait encourager l'adoption de l'énergie solaire, soutenir les petites entreprises et renforcer l'accès à l'énergie propre pour l'industrie. Le ministère de l'Industrie prévoit d'étendre cette approche aux fermes solaires et systèmes flottants, en lien avec le ministère de l'Énergie.

# Philippines

## **Les créances douteuses du système bancaire atteignent 3,6%, un sommet depuis 29 mois**

Le ratio des créances douteuses du système bancaire philippin a atteint 3,6 % en octobre 2024 (524,3 Md PHP soit 8,9 Md USD), son plus haut niveau depuis juin 2022, selon la Banque centrale des Philippines (contre 3,47 % en septembre 2024 et 3,44 % en g.a.). Cette détérioration des actifs est principalement imputable aux banques universelles et commerciales, qui représentent plus de 90 % du portefeuille total des prêts et enregistrent un ratio de créances douteuses en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente (3,31 %). Par ailleurs, les ressources totales des banques universelles et commerciales ont progressé de 9,6 % en g.a, atteignant 25,5 Md PHP (432,7 Md USD) à la fin du mois d'octobre 2024. De manière générale, les ressources du système financier philippin ont augmenté de 9 % en glissement annuel en octobre, s'élevant à 32,8 Md PHP (556,5 Md USD).

## **La NEDA a approuvé un projet d'irrigation de 37,5 Md PHP dans le nord de Luzon**

La *National Economic and Development Authority* (NEDA) a approuvé cette semaine le financement du projet d'irrigation « Ilocos, Norte-Ilocos, Sur-Abra » pour 37,5 Md PHP (636,3 M USD) visant à améliorer la production agricole et la gestion de l'eau dans les trois provinces concernées. Ce projet, prévu sur une période de 6 ans, inclut la construction de barrages et de canaux d'irrigation, permettant d'irriguer jusqu'à 14 670 hectares de terres agricoles pendant la saison humide et 13 250 hectares pendant la saison sèche. Environ 32 600 familles devraient bénéficier directement de cette initiative, qui vise à renforcer les conditions de vie des populations locales et soutenir le développement du secteur agricole, une priorité du gouvernement.

## **Le déficit de la balance des paiements se creuse à 2,28 Md USD, son niveau le plus marqué en 2 ans**

Le déficit de la balance des paiements (BOP) des Philippines se creuse à 2,28 Md USD en novembre 2024, son niveau le plus important depuis septembre 2022 (2,34 Mds USD), principalement en raison des retraits nets en devises étrangères du gouvernement pour honorer ses obligations extérieures et couvrir ses dépenses. Sur les 11 premiers mois de 2024, la BOP affiche un surplus de 2,1 Md USD - en recul par rapport aux 3 Md USD de 2023 - reflétant une réduction des revenus nets des services et des emprunts étrangers, compensée en partie par les entrées d'envois de fonds des travailleurs à l'étranger et des investissements étrangers. Les réserves internationales brutes ont également reculé de 2,3 % en g.a. (108,5 Md USD) fin novembre 2024, restant toutefois suffisant pour couvrir 7,7 mois d'importations.

## **Adoption d'un projet de loi visant à prolonger le bail foncier des investisseurs étrangers à 99 ans**

La Chambre des représentants des Philippines a adopté en troisième lecture le projet de loi n° 10755, modifiant la loi de 1993 sur les baux aux investisseurs étrangers (RA n°7652). Cette réforme porte la durée maximale des baux de terrains privés pour les investisseurs étrangers de 50 à 99 ans, avec pour objectif de renforcer l'attractivité du pays en offrant une plus grande sécurité foncière.

## **Cambodge**

### **Le pays du Matin calme, partenaire stratégique du Royaume**

Après un Forum d'affaires à Séoul en mai, un forum sur le commerce et l'investissement s'est tenu à Phnom Penh (14 décembre). Il a permis d'évoquer un approfondissement du partenariat bilatéral et d'explorer le potentiel commercial et d'investissement dans les secteurs agricole, manufacturier, des technologies et du commerce numérique. Pour mémoire, la Corée est la deuxième source d'IDE du Cambodge, avec un stock d'environ 5,7 Md USD fin 2023 (11,8 % du total). Une bonne part de ces IDE se dirige vers le secteur manufacturier. Le ministre du Travail cambodgien a d'ailleurs récemment encouragé la création d'une zone économique spéciale « coréenne ». Pour les 11 premiers mois de 2024, le commerce bilatéral a crû de 11,5 % pour atteindre 762 M USD, pour un déficit cambodgien de 185 M USD. Au cours de ces 10 premiers mois, 157 639 touristes coréens sont arrivés (+14 %). A noter également qu'environ 54 000 cambodgiens travaillent en Corée dans la construction, l'agriculture et les PME-PMI (se traduisant par des transferts vers le Cambodge de 300 M USD par an).

### **Croissance revue à la baisse par la Banque mondiale**

En décembre 2024, la Banque mondiale a révisé sa projection de la croissance économique du Cambodge à 5,3 % cette année ; contre 5,8 % précédemment. Elle pourrait atteindre 5,5 % en 2025 et 2026, toujours inférieure à la période pré-Covid (8,3 % entre 2000 et 2019). Malgré un rebond du commerce extérieur, du tourisme et des IDE, le pays est toujours confronté à une reprise mondiale plus faible que prévu (notamment en Chine), à un secteur immobilier morose et à une augmentation rapide des créances douteuses (actuellement estimées à environ 7 % en moyenne). Dans le même temps, l'inflation devrait s'établir autour de 2,2 % en 2024, comme en 2025 et 2026. De plus, le déficit du compte courant devrait atteindre 1 % du PIB en 2024, mais sera couvert par l'entrée continue d'IDE. Pour renforcer sa résilience et sa compétitivité à long terme, le Cambodge devrait promouvoir davantage les réformes structurelles (diversification des exportations & amélioration du climat des affaires), fiscales (mobilisation des recettes intérieures), et poursuivre sa consolidation budgétaire.

# Laos

## Une mesure passée inaperçue

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2024, le gouvernement laotien fait payer les touristes – internationaux comme nationaux – arrivant ou quittant le Laos via 7 points de passage terrestres. D'un coût de 10 000 kips (< 0,5 USD), ces frais sont à régler de manière électronique, via le système *Easy Pay*. Raison de ces nouveaux frais ? Améliorer les statistiques touristiques, mais aussi fiabiliser les ressources de l'Etat laotien, qui reçoit les sommes directement. Pour autant, les ressources dégagées ne seront pas très élevées. Avec un peu plus de 6 millions de touristes attendus en 2024, la mesure rapporterait un peu moins de 3 M USD en année pleine. Une liste de personnes exemptées, un peu à la Prévert, est bien sûr prévue : handicapés, enfants de moins de 15 ans, religieux et moines, diplomates, personnels médicaux, investisseurs et fonctionnaires. Pour mémoire, le gouvernement laotien multiplie ces paiements électroniques, comme avec la *Lao National Single Windows* (LNSW), pour les droits de douane et tous les frais liés au commerce extérieur.

## Tout électrique ?

Appuyées par différents partenaires, dont l'agence de coopération américaine (USAID), les autorités laotiennes souhaitent accélérer l'utilisation des véhicules électriques. Cette nouvelle politique pro-véhicules électriques permettrait de valoriser les capacités de production d'électricité largement décarbonée du pays (14 TWh en 2023, pour une consommation intérieure d'environ 6 TWh). Ainsi, les autorités laotiennes souhaitent réduire les importations de carburants tout en réduisant les émissions de CO<sub>2</sub> et de particules ; respectivement 2,2 millions de litres et 5 000 t. L'infrastructure de recharge reste pour l'heure limitée avec 74 stations à l'échelle du pays, pour moins de 24 500 véhicules (dont 8 500 voitures légères). L'objectif d'un tiers de nouvelles immatriculations en 2030 est donc extrêmement ambitieux. Et il grèvera finalement quand même la balance commerciale puisque ces véhicules électriques sont finalement importés.

# Birmanie

## Création des nouveaux comités sur le développement industriel, l'énergie et l'électricité ainsi que sur l'agriculture

Le conseil d'administration d'Etat a formé le 18 décembre 2024 les trois commissions suivantes : « Industrial Development Commission », « Electricity and Energy Development Commission » et « Agriculture and Livestock Development Commission ». Ces commissions auront pour objectif d'assurer le développement de ces secteurs. Elles seront composées par les ministres, et les vice-ministres concernés ainsi que le président de la chambre de commerce birmane. Le détail du programme de travail de ces commissions n'est pas encore connu à ce jour.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr](mailto:matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)